



DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

APPEL URGENT

À UN MONDE ÉQUITABLE

Pourquoi la Suisse a besoin d'une coopération au développement forte.

«La Suisse doit s'engager de toutes ses forces pour un développement durable et pour l'égalité des chances, dans le monde entier.»

Au fil des dernières décennies, le monde a changé en mieux à bien des égards. Des succès importants ont été obtenus dans la lutte contre la faim et l'extrême pauvreté. Les taux d'alphabétisation et l'accès à l'éducation ont fortement augmenté. L'espérance de vie s'est améliorée dans le monde entier, tandis que les taux de natalité baissent.

Mais depuis quelques années, le monde semble partir à la dérive. La [faim progresse de nouveau](#), sous l'effet, notamment, de conflits violents, de l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes dus au changement climatique et des conséquences dévastatrices de la pandémie de Covid-19.

Dès la première année de la pandémie, en 2020, le nombre de personnes n'ayant pas accès à une alimentation adéquate a atteint 2,37 milliards – soit une [augmentation de 320 millions](#) par rapport à l'année précédente. En raison d'un endettement élevé et du manque de res-

sources publiques, de nombreux pays en développement n'ont pas pu mettre en place des programmes de soutien suffisants contre la pandémie. De nombreux pays ne disposent en outre pas d'une sécurité sociale. La crise engendrée par le Covid a donc encore renforcé les [inégalités dans le monde](#) – en termes de disponibilité de vaccins et de médicaments, d'accès à l'éducation et à des soins de santé convenables, ou encore d'emplois adaptés et de possibilités de revenus.

La guerre en Ukraine [aggrave encore la situation](#). Elle cause d'immenses dégâts et entraîne des déplacements massifs de population. Les conséquences de la guerre se font sentir dans le monde entier, provoquant l'augmentation des prix des denrées alimentaires, des matières premières et des engrais chimiques et exacerbant les crises d'approvisionnement dans les pays en développement. La

[reconstruction de l'Ukraine](#) coûtera des centaines de milliards. L'[augmentation des budgets militaires prévue](#) dans de nombreux pays industrialisés est elle aussi gigantesque.

Dans le contexte actuel de crises multiples, il est d'autant plus important de promouvoir les investissements et la réglementation politique en faveur du bien-être social, d'une croissance durable, des énergies renouvelables, de la neutralité climatique, de la sécurité humaine, de la santé publique, de la protection de l'environnement et de la biodiversité. En effet, si nous ne nous attaquons pas maintenant aux causes fondamentales de la pauvreté et de la faim ainsi qu'à la crise climatique, les défis actuels deviendront insurmontables à l'avenir.

La Suisse n'est pas une île. Nous faisons partie de ce monde et en dépendons. D'ailleurs, la Constitution fédérale exige que la Suisse contribue à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté dans le monde, qu'elle s'engage en faveur des droits humains et de la démocratie et qu'elle favorise la coexistence pacifique des peuples ainsi que la préservation des moyens naturels de subsistance. Tout cela n'est pas possible sans une coopération internationale (CI) forte.

Or, la coopération au développement à elle seule ne suffit pas: en soutenant l'Agenda 2030 et en signant l'Accord de Paris sur le climat, la Suisse s'est engagée à œuvrer avec la communauté internationale en faveur du développement durable et de la justice mondiale. Pour que la mutation nécessaire de l'économie et de la société soit couronnée de succès, la Suisse doit axer tous les domaines de la politique sur l'objectif de développement durable en Suisse et dans le monde. Cela concerne la politique commerciale et financière, la politique environnementale et climatique, la politique migratoire et des droits humains ainsi que la politique sanitaire et agricole.

L'AGENDA 2030 COMME LIGNE DIRECTRICE

Il y a bientôt sept ans, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait l'Agenda 2030 pour le développement durable et appelait à «transformer notre monde». Les [Objectifs de développement durable](#) (ODD) – 17 objectifs à atteindre à l'échelle mondiale d'ici à 2030 – en constituent la pièce maîtresse. Tous les États membres de l'ONU sont invités à relever ensemble les défis urgents auxquels le monde est confronté. L'Agenda 2030 est synonyme d'un monde socialement juste et pacifique, dans lequel personne ne souffre de la faim, où chacun peut vivre dans la dignité, où les écosystèmes terrestres et aquatiques sont protégés et où la consommation et la production ne dépassent pas les limites planétaires.



© Ricardo Franco

Madina Muhuthage de Hurucune, au Mozambique, a enfin accès à l'eau propre.

Il y a un an, le Conseil fédéral a présenté sa [Stratégie pour le développement durable 2030](#) (SDD 2030). Elle sert de référence à la Suisse pour réaliser les ODD. La stratégie met l'accent sur «la consommation et la production durables», «le climat, l'énergie et la biodiversité» ainsi que «l'égalité des chances et la cohésion sociale». Les thèmes choisis sont essentiels pour la Suisse.

Mais la stratégie mise avant tout sur l'engagement volontaire, [présente des lacunes](#) et n'aborde pas certains sujets délicats comme le marché financier. Et ce, bien que l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) constate dans son [Rapport sur les changements climatiques en Suisse](#) que «le marché financier suisse ne se contente pas d'investir largement dans l'industrie du charbon et du pétrole, mais qu'il en favorise même l'expansion.»

Après que la mise en œuvre des ODD a subi un coup d'arrêt dans le monde entier en raison de la pandémie de coronavirus

– notamment parce que les pays riches comme la Suisse ne font pas suffisamment de progrès –, l'ONU a lancé un cri d'alarme pour redonner vie à l'Agenda 2030. Présenté en septembre 2021, «[Notre programme commun](#)» prône un multilatéralisme inclusif, efficace et interconnecté avec une ONU forte, en lieu et place des efforts déployés au niveau national par certains pays. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a souligné que le «business as usual» n'était pas une option: «Notre monde se dirige vers une nouvelle anormalité: il est plus chaotique, moins sûr et plus dangereux.»

Durant l'été 2022, le président de la Confédération, Ignazio Cassis, a présenté devant la communauté des États de l'ONU à New York le deuxième [Rapport d'avancement de la Suisse](#) après celui de 2018. Le [Conseil fédéral s'y montre confiant](#): certes, la Suisse a encore quelques défis à relever, mais, dans l'ensemble, la mise en œuvre de l'Agenda 2030 est en bonne voie, même si elle est lente. Le tableau optimiste dressé par le Conseil fédéral ne change toutefois rien au fait que la Suisse continue de vivre fortement «[aux dépens du monde](#)». Les [retombées négatives \(negative spillovers\) sont nombreuses](#) et nuisent aux pays pauvres ainsi qu'aux efforts internationaux déployés pour atteindre les ODD.

Des exemples de ces retombées négatives sont:

- L'importation de vêtements, d'appareils électroniques, de bijoux et d'autres produits de consommation souvent fabriqués dans des conditions inhumaines et nocives pour l'environnement dans de nombreux pays pauvres.
- Des accords commerciaux sans normes sociales ni écologiques minimales suffisantes, qui permettent, par exemple, des exportations de pesticides nuisibles pour la santé.
- Des transactions de matières premières non transparentes effectuées

par des entreprises basées en Suisse qui sont parfois liées à des violations des droits humains ou à des dommages environnementaux dans les pays pauvres.

- La lutte déficiente contre le blanchiment d'argent; l'évasion fiscale pratiquée par des élites dans des pays en développement, favorisée par l'absence de réglementation de la place financière.
- L'octroi de crédits douteux par des banques et des groupes de matières premières, qui favorisent l'endettement

et la corruption plutôt qu'un développement économique durable.

- Les exportations d'armes et de biens à double usage vers des régions du monde peu sûres, où des conflits font déjà rage.

Outre les progrès urgents requis en matière de cohérence politique, la coopération au développement continue de jouer un rôle important. Helvetas a identifié cinq raisons pour lesquelles la Suisse devrait renforcer maintenant sa coopération internationale (CI), en collaboration avec ses partenaires européens.

RAISONS EN FAVEUR DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les crises humanitaires deviennent plus fréquentes, plus complexes et réduisent les progrès à néant: Dans de nombreuses régions du monde, [les crises humanitaires s'aggravent](#): sécheresse et faim dans la Corne de l'Afrique, violence et expulsions au Myanmar, effondrement de l'économie et violations des droits humains en Afghanistan, combats et manque de nourriture au Yémen, instabilité politique et extrémisme violent dans la région du Sahel. [345 millions de personnes sont gravement confrontées à la faim](#) et dépendent de l'aide alimentaire, soit 200 millions de plus qu'avant la pandémie de coronavirus et le début de la guerre en Ukraine.

En dépit des succès impressionnants obtenus, la pauvreté reste importante: Malgré des années de progrès dans la lutte contre la pauvreté et la faim, de nombreuses personnes restent très pauvres et sans réelles opportunités dans la vie. Les jeunes, en particulier, n'ont souvent aucune perspective d'obtenir un revenu suffisant pour vivre. Aujourd'hui encore, une personne sur dix vit avec moins de deux francs par jour, ce qui est considéré comme de «l'extrême pauvreté». [3,3 milliards de personnes vivent sous le seuil de pauvreté fixé par la Banque mondiale](#) à 5,50 dollars US par jour. Cela signifie que près de la moitié de la population mondiale peut à peine couvrir ses besoins de



© Patrick Rohr

Des ouvrières et ouvriers journaliers en attente d'un travail à Bahir Dar, en Éthiopie.

base. Pour les femmes, l'accès à l'éducation et aux soins de santé ainsi qu'à un planning familial autodéterminé est souvent particulièrement difficile.

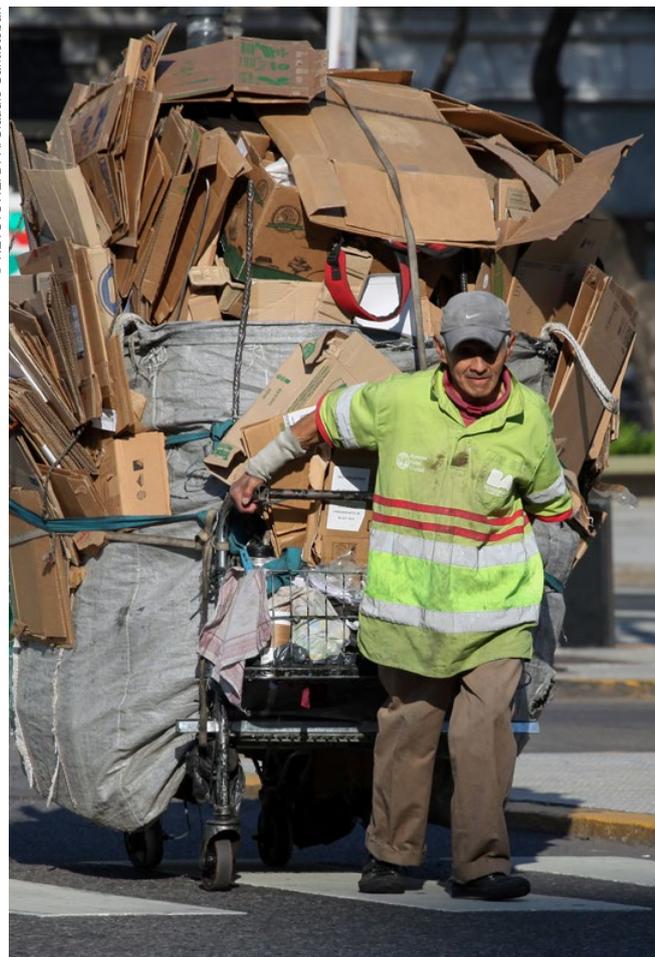
Les défis mondiaux nécessitent des solutions communes: Certains défis ne peuvent être relevés que collectivement, comme les mouvements migratoires mondiaux, une gestion durable des ressources en eau, la santé mondiale et les pandémies ainsi que la crise de la biodiversité et du climat. Le réchauffement de la planète alimente des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus intenses. Les habitants des pays les plus pauvres en souffrent particulièrement. D'ici à 2030, il faut s'attendre à plus de 560 catastrophes moyennes à graves chaque année, dont 90% sont de nature climatique, c'est-à-dire des cyclones, des inondations, des sécheresses et des vagues de chaleur. Cela représente 1,5 catastrophe moyenne à grave par jour, soit une [augmentation de 40%](#) par rapport à aujourd'hui.

« Les défis mondiaux nécessitent des solutions communes. »

La Suisse a tout intérêt à ce que le monde soit pacifique et stable: La Suisse est un [pays fortement mondialisé](#) et sa dépendance en termes de matières premières et de ressources provenant d'autres pays est supérieure à la moyenne. Si les chaînes

de production et d'approvisionnement mondiales devaient s'arrêter en raison de conflits politiques ou de risques environnementaux, la Suisse serait également affectée. Les impacts de la faible gouvernance et de l'augmentation des inégalités font que [les conflits prennent de plus en plus souvent un caractère violent](#). Le changement climatique augmente encore le risque de crises, de fragilité et de mouvements d'exode. Si la Suisse s'engage en faveur de la démocratie, de la paix et d'une gouvernance efficace, elle ne le fait pas seulement par solidarité avec les plus pauvres, mais aussi dans son propre intérêt, celui d'un monde pacifique, stable et durable.

© KEYSTONE/DFA/Claudio Samisteban



Ramasseur de cartons à Buenos Aires, en Argentine. Il revend les cartons à un centre de recyclage.

La coopération internationale est efficace et permet des changements durables: Au fil des décennies, la coopération internationale a constamment contribué à faire progresser le développement durable et la lutte contre la pauvreté. La Suisse, qui axe tout particulièrement sa coopération au développement et son aide humanitaire sur les besoins des populations pauvres, [a obtenu des résultats et un impact considérables](#), que ce soit dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau, ou dans celui du développement rural et de la promotion d'un secteur privé local fort, innovant et durable.

OBJECTIFS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Helvetas plaide pour que la coopération internationale (CI) poursuive trois objectifs:

Assurer les droits fondamentaux:

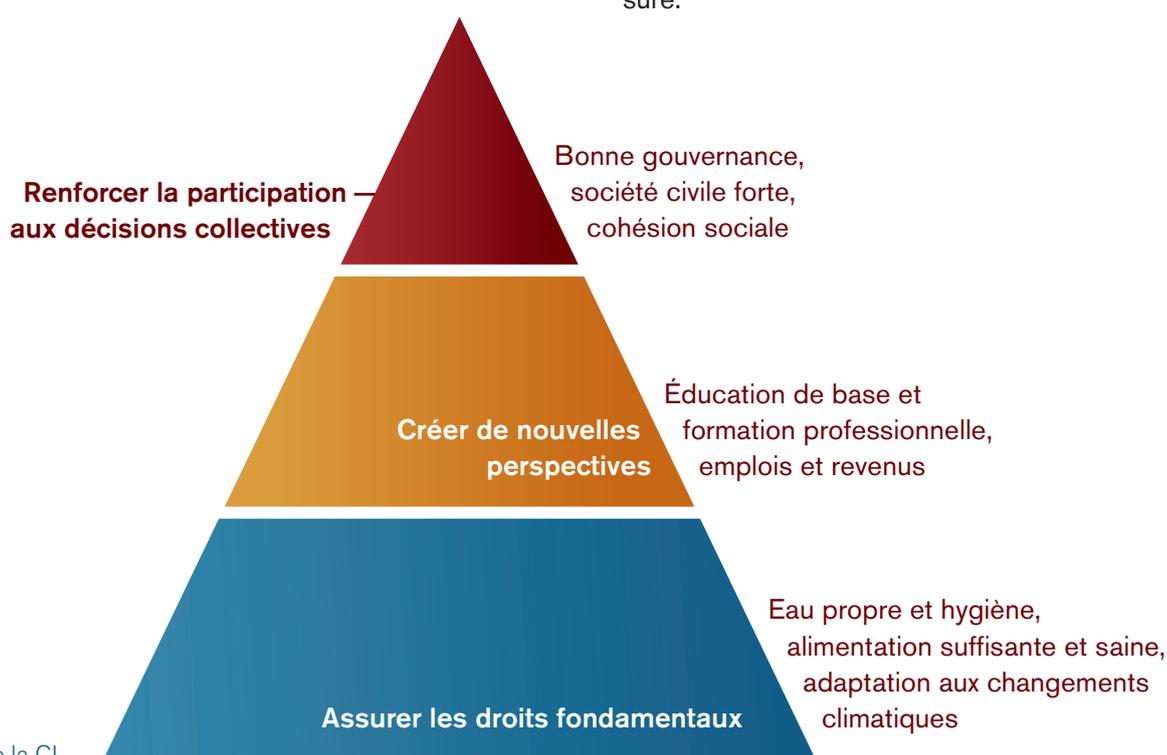
Grâce à une aide d'urgence à court terme et à une coopération au développement à long terme, la CI permet un accès sûr à l'eau, à l'assainissement, à la santé et à la nourriture – tous ces aspects constituant des droits humains. En collaboration avec la société civile locale et les acteurs du secteur privé, les institutions publiques et des organisations non gouvernementales (ONG) promeuvent des services techniques et financiers pour améliorer les conditions de vie et la gestion des phénomènes météorologiques extrêmes dans les zones rurales et urbaines (résilience climatique).

Créer de nouvelles perspectives:

Pour que les personnes pauvres aient accès à un travail digne et à des possibilités de revenus, la CI encourage l'éducation de base, la formation professionnelle et le développement du secteur privé local. Un accent particulier est mis sur les jeunes défavorisés pour leur permettre d'obtenir une formation de base et professionnelle appropriée ainsi que des compétences pratiques. La CI contribue en outre à rendre les migrations entre les pays du Sud plus sûres et à protéger les personnes contre les abus.

Renforcer la participation aux décisions collectives:

La CI permet aux femmes et aux hommes, aux personnes migrantes et réfugiées de faire entendre leur voix dans le cadre de l'aide humanitaire et de la coopération au développement, et aux organisations de la société civile et au secteur privé local de participer efficacement aux processus de décision. La CI renforce aussi les capacités des institutions publiques à fournir des services pour toutes et tous et à élaborer des conditions-cadre qui réduisent les inégalités, renforcent la cohésion sociale et rendent la migration plus digne et plus sûre.



En se basant sur ces trois objectifs, Helvetas propose que la coopération internationale (CI) se concentre sur cinq aspects principaux.

Une alimentation saine et suffisante

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le monde est à un «[point critique](#)»: une personne sur dix, à savoir plus de 800 millions d'hommes, de femmes et d'enfants – soit 100 fois la population de la Suisse – souffre chaque jour de la faim. Plus de deux milliards de personnes sont touchées par la malnutrition, c'est-à-dire qu'elles sont sous-alimentées ou mal nourries. La question de la sécurité alimentaire nécessitera beaucoup plus de ressources financières dans les années à venir.

La guerre en Ukraine met en évidence les faiblesses de l'agriculture industrielle et du système alimentaire fortement interconnecté au niveau international. De nombreux pays du Proche-Orient et d'Afrique, mais aussi d'autres régions, sont [extrêmement dépendants des importations de blé](#) en provenance d'Ukraine et de Russie. La Russie est en outre leader en matière de production et d'exportation d'engrais chimiques et un important fournisseur de matières premières telles que la potasse, le phosphate et le gaz naturel, dont les pays ont besoin pour produire des engrais. La guerre fait grimper les prix des céréales, des huiles végétales, des produits laitiers, des carburants et des engrais chimiques. [Les augmentations de prix sont dues](#) à des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, à l'arrêt des exportations par les pays producteurs et à la spéculation.

Un nombre croissant de personnes dépendant de l'aide alimentaire internationale, il est nécessaire d'augmenter l'aide humanitaire à court terme. [Le Programme alimentaire mondial \(PAM\) de l'ONU a besoin de plus de moyens](#) pour acheter des céréales. Parallèlement, il faut inves-

tir dans la sécurité sociale afin d'atténuer les conséquences de la hausse des prix alimentaires pour les ménages pauvres. Il faut des retraites pour les personnes âgées, des allocations familiales et une aide au revenu pour que les gens puissent acheter la nourriture dont ils ont besoin. On peut aussi envisager des assurances contre les pertes de récoltes dues au climat ou contre la mort d'animaux de troupeaux. Dans des programmes à plus long terme, il s'agit de garantir un accès adéquat, sûr et équitable à l'eau potable et à l'eau d'irrigation pour l'agriculture ainsi qu'à l'assainissement et à l'hygiène. Enfin, il faut promouvoir un large accès aux ressources naturelles et à la terre, aux services techniques et financiers et aux marchés locaux.

L'agriculture industrielle est responsable d'une grande partie des gaz à effet de serre, notamment en raison du défrichement des forêts pour les plantations géantes et les cultures fourragères destinées à l'exportation. L'utilisation d'engrais minéraux, l'élevage intensif industriel et les émissions de méthane des ruminants ont aussi un impact. En parallèle, les agriculteurs et agricultrices sont les premiers à souffrir des conséquences de la crise climatique, surtout dans les pays en développement. Les vagues de chaleur, les fortes pluies et les cyclones détruisent les récoltes. Les sécheresses et l'épuisement des sols menacent la production à long terme. Il convient donc de promouvoir davantage la production durable de denrées alimentaires. Les [méthodes agroécologiques](#), les semences locales et la diversité des cultures permettent de réduire l'utilisation d'engrais chimiques et la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux tout en produisant des aliments plus sains en quantité suffisante.

Cohérence politique: [Il y aurait assez de denrées alimentaires pour nourrir toute la population mondiale](#). Mais le problème réside dans le fait que près d'un tiers de la surface cultivée dans le monde est consacrée au fourrage pour le bétail – principalement pour l'exportation vers des pays plus riches où la production de viande est industrielle. Un dixième des céréales et du maïs consommés dans le monde est utilisé pour les agrocarburants, au lieu de nourrir la population. Et un tiers des aliments est gaspillé, c'est-à-dire qu'il finit à la poubelle ou pourrit dans les champs.

Pour une alimentation équitable (Food Justice), [trois leviers devraient être actionnés](#) dans le monde et en Suisse: premièrement, nous devrions réduire la production industrielle de viande et manger moins de produits d'origine animale afin de diminuer la quantité de céréales nécessaires au fourrage. Deuxièmement, il faut rendre la politique agricole plus sociale et plus écologique – pour protéger le climat et la biodiversité, mais aussi pour développer l'autonomie de la production agricole ainsi que de la production et de la disponibilité des aliments (souveraineté alimentaire) dans les pays pauvres. Troisièmement, le gaspillage alimentaire doit être réduit.

Pour ce faire, il ne suffit pas d'adapter la politique agricole. Il convient également de procéder à des adaptations de la politique environnementale et climatique ainsi que de la politique commerciale et sanitaire. De premiers jalons ont déjà été posés: lors du Sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires en 2021, la [délégation suisse s'est engagée pour la mise en œuvre des 13 principes de l'agroécologie](#). Puis, durant l'été 2022, le Conseil fédéral a présenté, dans le cadre de son rapport «Orientation future de la politique agricole», des pistes pour faire évoluer la politique agricole suisse vers une politique globale et cohérente en faveur d'une alimentation saine et d'une production alimentaire respectueuse de la planète. Déjà dans la Stratégie pour le développement durable 2030 (SDD 2030) et maintenant dans sa [«Stratégie pour une agriculture et un secteur agroalimentaire durables»](#) l'agroécologie est reconnue comme étant une voie prometteuse et une approche systémique pertinente pour évoluer vers des systèmes alimentaires résilients et durables. Premièrement, les sols et l'eau doivent être utilisés de manière respectueuse. Deuxièmement, il faut promouvoir des aliments respectueux du climat, de l'environnement et des animaux. Troisièmement, la création de valeur durable ainsi le commerce durable doivent être renforcés. Enfin, quatrième, la consommation durable doit être favorisée. Cette direction est la bonne. Il s'agit maintenant de faire avancer ces [mesures de manière résolue, socialement équitable et économiquement viable](#).



© KEYSTONE/BIOSPHERO/Dominique Dellino

Le port de Mahajanga, à Madagascar, est un centre de transbordement pour les biens et les matières premières.

Adaptation au climat et résilience

Le dernier [rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat](#) (GIEC) montre à quel point les effets du réchauffement climatique sont dévastateurs pour les pays et les populations vulnérables. Au cours de la dernière décennie, les inondations, les sécheresses et les tempêtes ont tué 15 fois plus de personnes dans les régions pauvres que dans les régions prospères. Environ 3,3 à 3,6 milliards de personnes sont si vulnérables qu'elles ne peuvent guère se protéger contre les conséquences du changement climatique.

Le changement climatique est source d'injustice: les groupes de population pauvres des pays en développement sont exposés aux effets des sécheresses, des inondations ou des cyclones sans en être responsables. Ils manquent de ressources et de résistance pour y faire face efficacement. Le changement climatique n'est pas simplement un problème écologique: il a des répercussions sur tous les domaines de la vie. Il affecte la disponibilité de l'eau, détériore la sécurité alimentaire et provoque des [dommages](#)

[économiques](#) toujours plus importants. Les pays riches sont appelés à redoubler d'efforts en matière de protection du climat et à fournir en même temps un soutien nettement plus important aux personnes touchées dans les pays du Sud.

De plus en plus souvent, la coopération internationale appuie des mesures qui aident les populations les plus vulnérables à mieux se préparer aux crises et à s'adapter au changement climatique afin d'en atténuer les conséquences. Il s'agit, par exemple, d'utiliser des semences résistantes à la chaleur et des méthodes d'irrigation économes en eau dans l'agriculture, de mettre en place des digues côtières et des réservoirs d'eau pour protéger les populations des inondations et de la sécheresse, ou encore de reboiser pour prévenir l'érosion des sols et les glissements de terrain.

La prévention des catastrophes (Disaster Risk Reduction, DRR) doit être renforcée. Chaque franc qui y est investi permet d'économiser [entre 4 et 15 francs](#) d'aide d'urgence en cas de catastrophe.

Cohérence politique: [L'empreinte climatique par habitant](#) de la Suisse est très importante. Par souci de [justice climatique](#) (Climate Justice), la Suisse doit donc poursuivre ses efforts en vue d'atteindre la neutralité climatique sur son territoire et renoncer à vouloir compenser ses émissions trop élevées et ses efforts insuffisants de protection du climat par l'achat de certificats de réduction à l'étranger. Parallèlement, la Suisse doit introduire une taxe à affectation liée, prélevée selon le principe du pollueur-payeur, sur les billets d'avion, comme le font déjà de nombreux autres pays. [La population helvétique y serait également favorable](#). Cela permettrait de soutenir financièrement les mesures d'adaptation et de protection du climat requises de toute urgence dans les pays en développement.

Le rôle des entreprises suisses pour atteindre l'objectif zéro émission nette d'ici à 2050 est prépondérant. Ce que l'Alliance Climatique [a dit il y a plusieurs années déjà](#) a été confirmé par la récente [étude «Klimastandort Schweiz» de McKinsey et economiesuisse](#): l'influence du centre économique et financier suisse en termes d'émissions est, au niveau mondial, plusieurs fois supérieure aux émissions produites en Suisse. Les expériences passées l'ont montré: pour obtenir des améliorations suffisantes, les mesures volontaires et les initiatives individuelles prises par l'économie ne suffisent pas. La Confédération est donc invitée à fixer des incitations, des règles et des exigences minimales claires et à définir ainsi le cadre d'un développement durable.

Grâce aux progrès réalisés dans l'évaluation des données météorologiques et climatiques et à l'amélioration des techniques de prévision, plus de 50% des événements météorologiques extrêmes sont aujourd'hui prévisibles. Une culture renforcée de la prévention est nécessaire. La prévention des catastrophes

ne se limite pas à des composantes techniques, elle constitue un champ d'action politique: [il s'agit d'inégalités structurelles](#), les groupes marginalisés étant souvent sans protection face aux conséquences d'événements météorologiques extrêmes.

Développement économique local

La population des pays d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient ne cesse de croître. Pourtant, beaucoup trop de femmes et d'hommes sont déjà sous-employés, occupent des emplois précaires ou n'ont pas de travail. Environ 40% de la population mondiale a moins de 25 ans. Des millions de jeunes ont donc besoin de pouvoir gagner leur vie et d'avoir des perspectives d'avenir, si l'on veut éviter que le chômage des jeunes, qui a encore

augmenté durant la pandémie de coronavirus, ne s'aggrave encore.

Depuis toujours, la Suisse soutient les petites et les microentreprises dans le cadre de sa coopération au développement et aide à mettre en place des chaînes de création de valeur régionales. Par exemple dans le domaine des technologies à faibles émissions et des énergies renouvelables ou dans le secteur

Cohérence politique: Après que de nombreux pays européens ont introduit ces dernières années des lois visant à obliger les multinationales à respecter les droits humains et les normes environnementales dans le monde entier, la Commission européenne a également présenté, fin février 2022, une loi sur la responsabilité des multinationales valable dans toute l'UE. Celle-ci contient une obligation étendue de contrôle de la diligence ainsi qu'un mécanisme de mise en œuvre efficace. La Suisse pourrait bientôt être le seul pays d'Europe dépourvu d'une politique efficace en matière de responsabilité des entreprises. C'est le contre-projet peu ambitieux à l'initiative sur les multinationales responsables qui est en vigueur depuis début 2022. Si la Suisse ne veut pas se retrouver à l'écart sous peu, [elle doit se doter d'une loi sur la responsabilité des multinationales](#) qui impose aux entreprises actives dans les pays pauvres un devoir de diligence en matière de droits humains et de protection de l'environnement.

[Les multinationales transfèrent fréquemment leurs bénéfices des pays en développement](#) vers les pays riches du Nord. Cette pratique très répandue n'est pas nécessairement illégale, mais elle est injuste dans la mesure où elle sape l'équité fiscale mondiale (Tax Justice). Si les entreprises évitent de payer des impôts, les pays producteurs du Sud sont privés des recettes fiscales dont ils ont besoin pour leur développement durable, ce qui renforce les inégalités au niveau mondial. Chaque année, environ 80 milliards d'euros de bénéfices sont transférés des pays en développement vers des régions à faible fiscalité comme la Suisse. Un montant nettement supérieur à la moitié des dépenses mondiales annuelles consacrées à la coopération publique au développement. Si la Suisse veut soutenir l'économie locale dans les pays pauvres, les efforts visant à endiguer les transferts intra-entreprises vers la Suisse des bénéfices réalisés dans les pays du Sud doivent donc être considérablement renforcés. La Suisse reste dans le top 10 pour ce qui concerne [l'évasion fiscale et la discrétion financière](#).

agroalimentaire – de la récolte et de la transformation à l'élimination des déchets, en passant par le transport et la commercialisation. Une promotion économique ciblée permet d'améliorer durablement les conditions de vie des groupes de population pauvres et de créer des opportunités d'emploi porteuses d'avenir. Cet engagement doit être renforcé.

Il faut continuer de soutenir le secteur privé local dans le cadre de la coopération au développement, en mettant clairement l'accent sur les micro, petites et moyennes entreprises à ancrage local. Il s'agit de leur permettre de croître durablement, de produire plus efficacement, d'améliorer la qualité de leurs produits et de leurs services et d'employer les hommes et les femmes sur un pied d'égalité. Dans le domaine de la production comme dans celui du commerce, il faut créer des possibilités de revenus dignes et suffisants pour vivre, tout en respectant les normes sociales et environnementales. La promotion économique doit également être axée de manière ciblée

sur le développement rural, y compris les villes moins importantes et les centres urbains régionaux (Secondary Cities), afin d'y offrir des perspectives à la population.

Les coopérations efficaces avec des entreprises suisses ont un grand potentiel. La collaboration présuppose toutefois que les entreprises concilient leurs propres intérêts et la responsabilité sociale et respectent des critères sociaux et écologiques stricts conformément aux Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits humains ainsi qu'aux [Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales](#). Ces principes directeurs fournissent des recommandations en matière de comportement responsable concernant la transparence, l'environnement, la corruption, la protection des consommateurs, le transfert de technologies et la fiscalité. Ils se réfèrent à des accords internationaux tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme et les normes fondamentales du travail de l'OIT.

Exil et migration

Le travail est la raison la plus fréquente pour laquelle des personnes quittent leur pays. Mais un nombre croissant d'individus doivent également partir à cause de guerres ou de catastrophes naturelles. Il y a dix ans, les personnes réfugiées étaient deux fois moins nombreuses. Le nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays a fortement augmenté à la

suite de conflits prolongés ou de nouvelles vagues de violence dans des pays comme l'Éthiopie, le Burkina Faso, le Myanmar, le Nigeria, l'Afghanistan et la République démocratique du Congo. La guerre d'agression conduite par la Russie en Ukraine a fait grimper le nombre de personnes déplacées dans le monde [à plus de 100 millions](#).

Dans les années à venir, le nombre de personnes touchées par des tempêtes et des inondations dévastatrices, par des sécheresses et la désertification ou par l'élévation du niveau de la mer [continuera d'augmenter](#). Rien qu'en 2021, les événements météorologiques extrêmes liés au climat ont entraîné quelque 23,7 millions de déplacements internes, principalement dans la région Asie-Pacifique. La coopération internationale reste importante en matière de gestion des déplacements et des migrations, lorsqu'il s'agit



© Patriek Rohr

Le camp de réfugiés de la région de Cox's Bazar, au Bangladesh, compte près d'un million de Rohingyas, ce qui en fait le plus grand au monde.

d'atténuer la détresse des personnes réfugiées et d'obtenir de meilleures conditions pour les personnes migrantes.

La coopération au développement est l'une des clés de la stabilité et de la sécurité. Elle permet aux personnes de gagner un revenu dans leur propre pays et ouvre ainsi des perspectives de vie sur place. Avec ses programmes à long terme (formation scolaire et professionnelle, promotion de la santé et approvisionnement en eau, promotion des chaînes de valeur locales et développement du secteur privé, adaptation aux conséquences du changement climatique, etc.), la coopération au développement contribue fondamentalement à créer des conditions économiques et sociales qui ont un impact sur les causes des migrations. Parallèlement, des mesures et des projets ciblés dans le domaine de la migration restent nécessaires. Ils contribuent à garantir la sécurité au cours de la migration, une protection contre l'exploitation et les abus dans les pays d'origine, de transit et d'accueil, ainsi que, tout particulièrement, l'application de conditions de travail équi-

tables et décentes (Decent Work) dans le cadre des migrations de main-d'œuvre Sud-Sud liées à la pauvreté.

À travers ses programmes de renforcement des droits humains et de la société civile ainsi que de promotion d'une bonne gouvernance – à savoir une gouvernance responsable, transparente et exempte de corruption –, de la démocratie et de la paix, la CI réduit les causes de déplacements de populations. Toutefois, ses possibilités sont limitées dans les pays d'origine des demandeurs et demandeuses d'asile où se produisent des persécutions, de violents conflits, des violations des droits humains, des répressions, etc. C'est pourquoi le soutien et l'aide humanitaire sont nécessaires pour atténuer la détresse des personnes déplacées sur place et au cours de leur migration. Il s'agit de les protéger de la violence, de leur garantir un logement temporaire et, plus tard, de créer des conditions de développement par le biais d'un travail de reconstruction.

Cohérence politique: Un «levier» décisif dont dispose la Suisse pour atténuer les causes possibles de migration est de concevoir sa politique économique extérieure à l'égard des pays pauvres de manière à favoriser leur développement, de sorte à ne pas réduire leurs chances de développement durable, mais, dans le meilleur des cas, à les améliorer. Cela inclut des accords de libre-échange respectueux des droits humains et des règles d'importation pour les denrées alimentaires et les fourrages qui favorisent la sécurité alimentaire dans les pays en développement, tout comme [la responsabilité des multinationales](#) et la lutte contre le blanchiment d'argent. La Suisse reste [un refuge pour l'argent sale des pays en développement](#).

Outre une politique économique extérieure favorisant le développement durable et les perspectives de vie dans les pays pauvres, la Suisse devrait soutenir le «Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières», adopté par la communauté internationale en 2018. Comme le [Parlement en bloque l'adhésion](#), la Suisse ne fait pas partie de ce pacte qui contribue à rendre les migrations justes et dignes. L'importance et l'urgence du pacte sur les migrations sont illustrées par les conditions inhumaines et les violations des droits humains dans les camps de réfugiés rohingyas ou aux frontières extérieures de l'UE. Mais aussi sur les routes migratoires en Afrique et en Europe de l'Est, lors de la migration de main-d'œuvre vers les pays du Golfe ou sur la difficile route entre l'Amérique du Sud et l'Amérique du Nord.

Démocratie et société civile

Les régimes autoritaires parviennent de plus en plus efficacement à saper les normes et les institutions qui garantissent les libertés fondamentales. Au cours des dix, vingt dernières années, les [droits politiques et les libertés civiles](#) ont perdu chaque année du terrain dans le monde, y compris dans de nombreuses démocraties. Seuls 20% de la population mondiale vivaient encore dans un «monde libre» en 2021, contre 46% en 2005. Les gouvernements autoritaires restreignent les droits fondamentaux et les libertés de leurs populations, en particulier ceux des minorités et des dissidents et dissidentes, ainsi que la liberté des médias, d'expression et de réunion. Dans de nombreuses régions, la marge de manœuvre politique des ONG et leur accès à des ressources adéquates sont limités (Shrinking civic space).

Avec Internet et les réseaux sociaux, la vérité n'a jamais été aussi manipulable et achetable. Les fake news, la propagande et le dénigrement politique sont utilisés de manière ciblée pour déstabiliser les institutions démocratiques et affaiblir les opposants. Le pouvoir du cyberspace se manifeste actuellement de manière particulièrement évidente dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine.

La bonne gouvernance et le renforcement de la démocratie, de la paix et de l'égalité des sexes sont des conditions indispensables à l'égalité des chances au niveau mondial. La lutte contre la corruption en fait partie, tout comme la participation de la population et le renforcement de la société civile et des ONG locales. Il faudra accorder encore plus d'attention à ces aspects dans le cadre de la future coopération internationale.

Les expériences passées montrent que c'est avant tout sous la pression de leur propre population que les régimes autoritaires se transforment en des systèmes plus justes, voire en démocraties dans le meilleur des cas. Il faut donc davantage soutenir les organisations de la société civile capables de développer et de maintenir cette pression. Cela nécessite, outre la coopération publique au développement, des organisations de développement privées qui travaillent en étroite collaboration avec la société civile et les ONG locales dans les pays partenaires. Il s'agit d'élargir progressivement la marge de manœuvre de la société civile locale par l'habilitation et des activités de plaidoyer. Cela inclut le droit d'expression, la possibilité de participer à la vie politique ainsi qu'une base juridique sûre pour le travail des ONG.



© Felana Rajaonarivelo

Il n'y a pas de développement durable sans paix sociale: [les inégalités croissantes au niveau mondial et à l'intérieur des pays](#) érodent la cohésion sociale et constituent un terreau fertile pour les conflits violents. C'est pourquoi la Suisse devrait développer son travail en faveur des droits humains et de la paix dans le cadre de la CI. La prévention des conflits, leur règlement et le maintien durable de la paix en font partie, tout comme l'engagement dans la lutte contre la traite des êtres humains ou l'accompagnement d'élections et de processus démocratiques.

Au village d'Ambobaka, à Madagascar, Arnaud Donatien et Monsieur Ernaud discutent de l'électrification des zones rurales.

Cohérence politique: Pour que le travail en faveur des droits humains et de la paix au sein de la CI puisse être pleinement efficace, le Conseil fédéral doit parallèlement exiger, dans le cadre de ses relations de politique extérieure avec les gouvernements, une gouvernance transparente et responsable ainsi que le respect des droits humains, en particulier vis-à-vis des régimes autoritaires et des dirigeants d'États fragiles. Le but étant d'améliorer l'État de droit, la participation de la population et une administration efficace assurant à sa population l'accès à des services publics.

Il s'agit également pour la Suisse de mettre à profit les [deux années où elle siègera au Conseil de sécurité de l'ONU](#) pour initier de véritables améliorations: la Suisse doit s'engager de toutes ses forces dans la lutte contre la crise alimentaire et de la faim actuelle et faire avancer la [transformation nécessaire vers des systèmes alimentaires durables en Suisse et à l'étranger](#), comme le Conseil fédéral l'explique dans sa Stratégie pour le développement durable 2030. La Suisse doit s'engager pour que le Conseil [intègre davantage les effets du changement climatique dans les réflexions sur la sécurité](#) et prenne plus fortement en compte la question des migrations liées au climat. Dans les régions en conflit, la Suisse doit s'engager systématiquement en faveur de la protection de la société civile et de l'accès à l'aide humanitaire, dans le cadre de son rôle de médiateur et d'artisan de la paix. En outre, elle doit offrir ses bons offices partout où cela est requis et souhaité. Si elle veut être perçue comme un acteur international crédible et fiable, la Suisse doit montrer l'exemple dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et dans le cadre de son engagement en faveur du droit international humanitaire et des droits humains.



© KEYSTONE/Alessandro della Valle

Pascale Baeriswyl, représentante permanente de la Suisse auprès des Nations Unies, parle devant l'ONU.

« La Suisse devrait consacrer au moins 0,7% de son revenu national brut (RNB) à la coopération internationale. »

La Suisse a tout intérêt à ce que les acteurs de la coopération internationale puissent contribuer efficacement à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. En effet, notre propre bien-être dépend aussi de notre capacité à relever les grands défis mondiaux. La Suisse devrait consacrer au moins 0,7% de son revenu national brut (RNB) à la coopération internationale. L'engagement international en faveur de cet objectif cible existe depuis les années 1970 et a été renouvelé avec l'approbation par la Suisse de l'Agenda 2030. Or, actuellement, la Suisse est loin du compte: en 2021, [l'aide publique au développement représentait 0,51%](#) de la performance économique suisse, dont près de 10% ont toutefois été consacrés à l'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile et des personnes réfugiées en Suisse.

Les crises humanitaires s'aggravant actuellement dans le monde entier, les [besoins en aide humanitaire ne cessent d'augmenter](#). La Suisse est, elle aussi, appelée à développer son engagement humanitaire. Mais cela ne doit en aucun cas se faire au détriment de la coopération au développement à long terme et à effet durable ou des mesures de politique des droits humains et de la paix. Il faut notamment éviter que la Suisse finance l'aide d'urgence aux personnes victimes de guerres ou d'autres catastrophes au dépens de la lutte à long terme contre l'extrême pauvreté et la faim.

En collaboration avec les autres pays industrialisés, la Suisse s'est engagée à mettre à disposition des moyens supplémentaires pour le financement international du climat. D'une part, parce que la [lutte mondiale contre la crise climatique ne tolère aucun retard supplémentaire](#). D'autre part, parce qu'il est évident que

l'argent octroyé à l'aide à la protection du climat et à l'adaptation au climat dans les pays pauvres est bien investi. Aujourd'hui déjà, la sécurité alimentaire a diminué en raison des sécheresses et des inondations. Les phénomènes climatiques et météorologiques extrêmes obligent de plus en plus de personnes à partir de chez elles. Et [les risques s'accroissent à chaque fois que le réchauffement augmente d'un dixième de degré](#).

Au début de l'été, le Parlement a approuvé une augmentation des dépenses militaires à 1% du PNB d'ici à 2030 représentant plusieurs milliards. Selon les calculs du Département des finances, les dépenses pourraient passer de 5,3 milliards de francs par an aujourd'hui [à un montant estimé à 9,4 milliards en 2030](#). D'autres postes budgétaires pourraient ainsi être mis sous pression. Mais au lieu de participer à la course mondiale aux armements, une politique globale de développement et de paix serait plus efficace. L'instabilité et la guerre ne sont souvent que les symptômes de crises politiques, économiques, sociales et écologiques plus profondes.

La Suisse peut impulser des changements positifs dans la lutte contre la pauvreté et la faim, la promotion de la démocratie et de la paix, l'égalité des sexes et le renforcement de la société civile ainsi que dans l'organisation des migrations dans le respect de la dignité humaine, l'aspiration collective à un monde climatiquement neutre et la recherche de solutions multilatérales aux défis mondiaux. Bien qu'étant un petit acteur au sein de la communauté internationale, elle peut faire de grandes choses.

« Communiquer sur la coopération internationale, c'est avoir une responsabilité. »

Selon une [enquête représentative de l'EPFZ](#), 55% de la population suisse est d'avis que les dépenses pour la coopération au développement devraient être augmentées. Lorsque les personnes interrogées sont informées du fait que l'aide publique au développement s'élève à (seulement) 350 francs par personne et par an, le soutien déjà élevé augmente encore nettement pour atteindre 71%. Dans le même temps, les connaissances concernant la pauvreté mondiale et ses causes font défaut. Bien que l'extrême pauvreté ait diminué de 50% au cours des dernières décennies, trois habitants et habitantes sur quatre pensent qu'elle a augmenté dans le monde. Deux tiers de la population suisse ne connaissent pas les objectifs de l'ONU en matière de développement durable.

Indépendamment de cela, la population soutient plusieurs mesures de politique de développement qu'[Alliance Sud](#) et Helvetas revendiquent aussi régulièrement: 70% des personnes interrogées se prononcent en faveur d'une renonciation temporaire aux droits de propriété intellectuelle pour les vaccins contre le Covid-19, afin de faire avancer la production et la distribution dans les pays en développement. 90% des personnes interrogées indiquent qu'il est important d'obliger les entreprises suisses à vérifier que leurs chaînes d'approvisionnement ne portent pas atteinte aux droits humains et à l'environnement. Enfin, 76% des personnes interrogées estiment que des mesures doivent être prises pour réduire l'empreinte carbone élevée de la Suisse.

Il n'y a guère d'autres pays européens où les dons par habitant pour des projets de lutte globale contre la pauvreté et d'aide humanitaire sont aussi élevés. Le travail des organisations de développement à but non lucratif est largement accep-

té par la population. Les organisations certifiées par la ZEWO reçoivent à elles seules [un don de 80 francs par an et par habitant et habitante en moyenne](#).

Pourtant, les personnes n'ont pas une idée très concrète de la manière dont agit la coopération au développement ni du contexte dans lequel elle s'inscrit. Les objectifs de la politique de développement, tels que le changement des conditions-cadre politiques et économiques dans les pays partenaires, sont rarement associés à la coopération au développement. Le discours politique sur la coopération au développement et la couverture médiatique négligent le rôle et la responsabilité de la Suisse dans le monde et se concentrent souvent sur la question du volume des dépenses liées à la coopération publique au développement.

Helvetas en est convaincue: [communiquer sur la coopération internationale, c'est assumer une responsabilité](#) – pour les personnes qui améliorent leurs conditions de vie grâce à la coopération et pour celles qui se montrent solidaires. Les ONG, les médias, le monde politique et les autorités sont invités à donner une image différenciée des défis mondiaux. Les causes structurelles de la pauvreté et de l'exclusion doivent être mises en contexte, les contextes et les interactions expliqués. Les ONG sont appelées à communiquer des objectifs réalistes pour leurs projets de développement et leur aide humanitaire.



HELVETAS Swiss Intercooperation
Weinbergstrasse 22a
CH-8021 Zurich

helvetas.org